



Billet de blog Paul Devin, 25 octobre 2021

Désespérance banlieues

A propos d'un article du Parisien vantant les exceptionnelles réussites des écoles Espérance banlieues... Un miracle dont il convient raisonnablement de douter !

Le Parisien vient de consacrer une double page¹ aux écoles Espérance Banlieue.

Le titre et le chapeau de l'article laissent entendre un bilan mitigé fondé sur une « opinion partagée »... Mais au lieu d'un article où une enquête journalistique chercherait à questionner les propos des uns et des autres et à en examiner la véracité, on se contente de juxtaposer un discours d'autosatisfaction d'Espérance banlieues et quelques éléments de contradiction. Curieuse conception d'un journalisme où la coexistence des expressions donne l'illusion d'une démocratie des opinions sans que le moindre travail d'enquête soit jugé nécessaire...

A en croire ses responsables, Espérance banlieues réussit un miracle exceptionnel. Les chiffres qu'ils annoncent, s'ils s'avéraient, témoigneraient d'un événement dans l'histoire mondiale de l'éducation, l'invention d'un modèle d'enseignement qui permet d'assurer un niveau exceptionnel de réussite, très largement supérieur à la moyenne des écoles françaises. Face à une situation tellement extraordinaire, on aurait pu s'attendre à ce que Le Parisien engage une enquête approfondie, qu'il parte à la recherche des publications officielles de l'association qui viendraient accréditer de tels résultats... Si le Parisien avait engagé ce travail, il aurait rapidement découvert qu'il n'y a rien d'autre que les affirmations de ceux qui sont parties liées. Ils ont donc, d'évidence, tout intérêt à valoriser leurs écoles... quitte à présenter la réalité sous un jour qui s'inscrit dans le seul champ de la stratégie de publicité ou de propagande. Le Parisien se serait alors aperçu qu'il risquait fort de publier une sorte de « publi-reportage » qui prend la forme d'un article de journalisme pour vanter un produit. Mais en fait cela ne semble pas bien le gêner puisqu'il choisit de renforcer cela avec les affirmations mises en valeur par une typographie rouge et de taille supérieure : « *le niveau est plus haut ici.* », « *98% des parents satisfaits* ». Nous sommes du côté des inventeurs du moteur à l'eau et de la plante miracle qui guérit toute forme de cancer en quelques semaines.

¹ Parisien, 20 octobre 2021, cahier « Le Grand Parisien » VI-VII

Pour beaucoup des lecteurs du Parisien, un tel article ne fera que contribuer à renforcer une certaine vision idéologique de l'école : celle qui voudrait nous faire croire que le salut du drapeau et le discours d'autorité suffiraient à produire la réussite scolaire des élèves.

Pour quelques-uns, parents d'élèves en difficulté ... cela suscitera peut-être une espérance voire une décision d'inscription. Ils ne sauront pas alors que la réalité risque fort de ne pas être à la hauteur des promesses annoncées de réussite exceptionnelle. Lorsque les élèves des écoles Espérance banlieues quittent leur école pour rejoindre le collège ou le lycée, nombreux sont ceux dont les niveaux scolaires sont très en deçà des niveaux attendus... Des témoignages de professeurs parlent d'un « niveau très faible » et de lacunes importantes². Manifestement le miracle n'est que dans le discours !

Pour ces parents-là et leurs enfants, les discours de louange tenus à propos d'Espérance banlieues prendront un goût bien amer, celui du charlatanisme et des promesses vaines.

Et ces promesses vaines se seront nourries des subsides d'entreprises qui les soutiendront dans les perspectives de défiscalisations avantageuses, réduisant les recettes de l'État et privant de ce fait les écoles publiques de banlieue de moyens qui leur feront cruellement défaut.

Voir aussi...

<https://www.questionsdeclasses.org/reac/?Les-ecoles-Esperance-banlieues-mediatisques-traditionalistes-et-ultra-liberales>



Billet de blog Paul Devin, 2 avril 2017

Espérance banlieues : écoles de l'endoctrinement.

En brandissant le « risque d'éclatement communautariste » comme une motivation essentielle de leur projet, les responsables d'Espérance Banlieue révèlent son fondement essentiel : reconstruire une unité nationale sur les valeurs morales du catholicisme. C'est pourquoi elles revendentiquent la mixité religieuse de leur public qui constitue la condition d'une stratégie missionnaire et prosélyte.

Les écoles d'Espérance banlieues bénéficient d'une étonnante image dans de nombreux médias : celle d'écoles capables de faire réussir les enfants des

² <https://www.cahiers-pedagogiques.com/esperance-banlieues-derriere-la-vitrine-mediatique/>

milieux scolaires de banlieue, là où l'Éducation nationale n'y parviendrait plus vraiment. Une image où l'attention portée à chaque élève ferait des miracles. La réalité est clairement différente...

Montfermeil 2012

La Fondation Espérance Banlieues a concrétisé son premier projet à Montfermeil en 2012. Le cours Alexandre Dumas constitue l'école pilote de la fondation.

Xavier Lemoine, maire de Montfermeil, est un acteur essentiel de cette création. Issu du MPF de Philippe de Villiers, puis du PCD de Christine Boutin, Xavier Lemoine est aujourd'hui élu LR. Le 20 mars 2015, Le Figaro lui consacre un article le présentant comme le « *héritage de la droite chrétienne au cœur des banlieues* ». Favorable à une union des droites incluant le Front National, Xavier Lemoine est un militant de la Manif pour tous et refuse de célébrer lui-même les mariages homosexuels.

Le maire de Montfermeil argumente son soutien à cette école hors contrat au nom d'une prise en compte de la souffrance des élèves au sein de l'école publique. Si les fondements idéologiques de son entreprise sont clairs, ils ne sont jamais énoncés comme tels, cédant la place à des considérations pédagogiques et à la volonté de faire réussir des élèves de milieu populaire que le service public mettrait en échec. Quant à l'éventuel soutien économique de la municipalité à l'école, difficile de savoir...

Le projet pédagogique du cours Alexandre Dumas insiste sur ses dimensions de convivialité : adultes et enfants partagent « *un repas tiré du sac* », l'école fonctionne sur le modèle familial, « *structurée comme une maison* ». Le discours vante un « *climat éducatif exigeant, simple, bien ordonné et joyeux* ». Parmi les atouts vantés : la taille réduite des classes dont on ne sait pas vraiment si elle est un choix pédagogique ou la conséquence d'une demande d'inscriptions encore réduite.

Mais sous cette façade qui veut offrir l'image rassurante d'une école centrée sur la réussite des élèves, on découvre vite un projet d'une tout autre nature. Tout d'abord, dans ses éléments les plus visibles : une organisation inspirée du scoutisme notamment l'organisation des groupes d'enfants en « *sizaine* » sous l'autorité d'un plus grand, le port de l'uniforme de couleur différente pour les garçons et les filles, le salut quotidien du drapeau, le chant de la Marseillaise la main sur le coeur, la remise de médailles, ...

Mais aussi ceux de méthodes qui procèdent des choix habituels et simplistes de l'enseignement traditionnaliste : méthode syllabique, apprentissage des tables de multiplication, liste de mots quotidienne et enseignement chronologique de l'histoire.

Mais au-delà de tout cela, c'est un projet idéologique qui transparaît du discours des responsables : il s'agit de « *susciter le renouveau éducatif* » et c'est clairement sur les principes d'une morale chrétienne réactionnaire que les écoles d'Espérance Banlieue entendent bien le faire. C'est dans la logique même de la composition des instances responsables de la fondation dont les membres sont nombreux à être militants de la Manif pour tous. Ici, l'éducation civique insiste davantage sur l'amour de la nation et de la famille que sur les valeurs sociales de la république et de la démocratie. Le discours

de morale du directeur et le salut du drapeau font office d'éducation à la citoyenneté.

Quant aux contenus d'enseignement, Espérance Banlieues, dans un communiqué de mai 2016, affirmait son attachement à une liberté totale vis-à-vis des programmes. L'argument donné est celui d'une possibilité d'adaptation aux besoins des enfants mais la fondation reprend ici la vieille antienne du privé hors contrat qui aspire à la maîtrise idéologique des contenus d'enseignement.

[Une petite dizaine d'écoles aujourd'hui...](#)

... mais des ouvertures régulières dans la perspective d'un réseau que les responsables voudraient porter à court terme à quelques centaines d'écoles. Évidemment le frein majeur de ce développement est financier car, du fait de leur statut hors contrat, les écoles doivent assurer l'ensemble des charges : celle des personnels comme celle du fonctionnement. D'où la récente interpellation de l'association aux élus qui demande un subventionnement public pour ces écoles. La liste des signataires de cet appel est des plus étonnantes et procède probablement de la grande habileté avec laquelle Espérance Banlieues communique sur son projet ... ou plutôt sur la seule partie facilement consensuelle de son projet.

En réalité, le développement des écoles d'Espérance Banlieues s'appuie clairement sur les maires des communes où elles s'implantent : Xavier Lemoine (LR) à Montfermeil, Jérôme Moroge (LR) à Pierre-Bénite, Manuel Aeschlimann (LR) à Asnières, Guillaume Delbar à Roubaix, Serge Grouard (LR) à Orléans pour ne citer que quelques exemples. Mais aussi sur des soutiens politiques nationaux qu'elles reçoivent. Dans la visite qu'il consacra à l'école La Boussole de Mantes-la-Jolie, à son ouverture en 2016, Gérard Larcher (LR) venait-il chercher la réalisation concrète de l'école à laquelle aspirait son rapport sénatorial de 2015 : une école basée sur l'autorité et débarrassée du pédagogisme ? Laurent Wauquiez (LR) et François Baroin (LR) ont clairement exprimé leur admiration après avoir visité l'école de Pierre-Bénite. À voir la composition des associations porteuses des projets d'écoles Espérance Banlieues, nul doute sur le fait qu'elles s'appuient sur des réseaux militants du parti LR. Mais ce fut tout d'abord indirectement que le soutien de LR s'exprima. Par exemple par le think tank « France Fièvre », présidé par Hayette Hamidi (LR) puis par « Sens Commun » mouvement politique né de la Manif pour tous. Désormais, l'engagement de LR est explicite : le 9 mars 2017, François Fillon, à Besançon, regrettait que les écoles d'Espérance Banlieues ne soient pas financées par l'État.

Valérie Pécresse, après avoir versé 5000€ sur sa réserve parlementaire, a anticipé sur les perspectives ouvertes par Fillon en accordant une subvention de la région francilienne de 35000€. Laurent Wauquiez a fait de même, dans sa région, au titre de la Politique de la Ville. Une manière de contourner la loi qui ne permet pas de financer l'enseignement privé hors contrat.

La fondation reste plus discrète sur le soutien accordé par l'extrême-droite. Elle a symboliquement refusé les offres de Meynard à Béziers, image de marque oblige. Mais les soutiens n'en sont pas moins là, ceux par exemple de Guillaume de Prémare, ancien président de la Manif pour Tous et délégué

d'Ichtus (Centre de formation à l'action civique et culturelle selon le droit naturel et chrétien) qui participa aux entretiens de Béziers avec Xavier Lemoine. Et les cercles catholiques traditionnalistes baignés par les idées de l'extrême-droite (Riposte catholique, le Salon beige, ...) ne tarissent pas d'éloges sur Espérance Banlieues.

Quant à Éric Mestrallet, président fondateur de la Fondation Espérance Banlieues, s'il met en évidence aujourd'hui son activité de chef d'entreprises, il a tout d'abord été l'attaché parlementaire de Bernard Seillier, vice-président du MPF de Philippe de Villiers et militant de Civitas, mouvement affirmant sa volonté de soutenir « la reconquête catholique de la cité ». À l'époque les propos d'Éric Mestrallet sont plus offensifs qu'aujourd'hui et éclairent la nature prosélyte de sa volonté actuelle d'installer ses écoles en banlieue : « *Nous avons aussi une ambition que l'on doit avoir en tant que chrétien d'aller enseigner toutes les nations* ». Il contribue avec l'Institut Libre de Formation des Maîtres à la formation des enseignants pour le privé en organisant des week-ends avec la fondation Lejeune dont on devine aisément que l'enjeu n'était pas celui de la formation didactique et pédagogique mais celui de la formation idéologique.

Une école de la réussite ?

Les écoles Espérance Banlieues ont en commun avec les autres écoles privées de s'appuyer sur une volonté de certaines familles d'échapper aux écoles publiques de leur quartier qu'elles perçoivent comme des lieux peu favorables à la réussite de leur enfant. Mais ces familles trouveront-elles ce qui leur est promis ?

À en croire les promoteurs d'Espérance Banlieues, la caractéristique première de leurs écoles est leur capacité à faire réussir des élèves jusque-là tenus en échec par les écoles publiques. Le seul chiffre annoncé est une réussite de 75% au DNB, ce qui ne constitue pas véritablement un chiffre signifiant, puisqu'il est en dessous de celui de la moyenne des écoles publiques et concerne un nombre très réduit d'élèves qui ont d'ailleurs fait la quasi-totalité de leur scolarité dans l'enseignement public.

Pour le reste, l'affirmation d'une école de la réussite n'a été validée par aucune étude et se fonde sur leurs seules déclarations. Les charter schools américaines tenaient aussi ce discours de réussite mais bien des études ont montré une réalité toute autre, très nettement moins favorable à la réussite des élèves. C'est même une ancienne promotrice des charter schools, ancienne secrétaire à l'Éducation de George W.Bush, Diane Ravitch, qui a émis les critiques les plus virulentes à leur encontre.

Quand la Fondation Espérance Banlieues parle de réussite, cela ne recouvre pas une volonté démocratique et égalitaire. Eric Mestrallet son président explique dans une interview accordée au bimensuel catholique « l'Homme nouveau » qu'il s'agit de permettre à chacun de « réaliser sa vocation »

En matière d'apprentissages, la philosophie de l'association ne se préoccupe guère des compétences didactiques des enseignants mais seulement de leurs qualités éducatives. Pour le reste, un conglomérat de présupposés et la culture du « bon sens » feront office de projet. Pour devenir prof ici point n'est besoin d'avoir bénéficié de formation professionnelle, l'essentiel est de faire preuve d'adhésion idéologique. L'engagement chrétien des enseignant,

affirment les responsables de l'association, est le meilleur gage de réussite des élèves. Et cela semble suffire à Espérance Banlieue pour crier au miracle. Quant à l'endoctrinement idéologique, s'il n'est évidemment pas énoncé, il est bien présent. Le Figaro³ () en visite à l'École d'Asnières assiste à un cours de mathématiques consacré à la lecture d'un texte de Madeleine de Jessey, porte-parole de Sens Commun, qui proclame : « *Notre société devra réaffirmer l'amour de sa culture et de ses grands penseurs, la fierté de toute son histoire, des Gaulois à notre République, et l'attachement aux racines judéo-chrétiennes qui lui donnent sa stabilité et ses ressources spirituelles.* ». Et BFM en visite dans la même école assiste à un cours où les élèves étudient un texte de Natacha Polony.

La revendication de ne pas se conformer aux programmes ouvre des temps dits éducatifs qui sont loin de se cantonner à la transmission de savoirs : discours moraux du directeur, réflexion avec les enseignants sur des questions d'actualité,

Le livre « Espérance Banlieues » dont Harry Roselmack a écrit la préface commence par « *Sauvons la France !* » et le journaliste de TF1 d'appeler à un sursaut nationaliste face à ceux qui ont programmé « *l'assassinat* » de la France.

Derrière le jeu de symboles qui prétend offrir la structuration dont les enfants auraient besoin (vouvoiement, uniforme, rituels de salutations et de remerciements), c'est de bien autre chose dont il s'agit : faire de l'éducation le ferment d'un projet de société fondée sur le pouvoir moral de l'Église et le contrôle des consciences, le tout sous couvert d'une bienveillance fortement matinée d'une discipline basée sur la crainte de l'adulte.

Les publications et les sites des écoles mettent en avant des anecdotes racontant comment des enfants « rebelles » s'assagissent en quelques jours grâce à l'action des adultes. La plupart des reportages répètent les mêmes contenus : l'exemple de jeunes élèves voués à l'échec dans le service public et miraculeusement sauvés par leur nouvelle école. Ce qui est mis en avant c'est la modification comportementale. Elle est probable du fait du changement d'établissement et de la taille réduite des classes mais qu'en sera-t-il à terme ? Suffit-il d'offrir un cadre de contraintes réelles et symboliques pour transmettre les savoirs nécessaires à l'exercice d'une citoyenneté responsable ?

Mais derrière la promesse de réussite éducative, les écoles d'Espérance Banlieues sont des lieux d'endoctrinement et de propagande. Tout en proclamant que la liberté de l'enseignement se fonde sur la volonté d'une liberté des consciences et sur l'obsession que les écoles publiques puissent imposer une morale d'État, il s'agit bien d'acculturer les élèves à l'idéologie et à la morale catholique traditionnelle. Anne Coffinier ne s'en cache pas : personne ne doit décider à la place des familles de ce qui est enseigné aux enfants : la responsabilité du choix en incombe aux parents devant Dieu.

Quant au projet social d'Espérance Banlieues, qu'aucun leurre ne soit possible, leur implantation en banlieue ne relève pas d'une volonté d'émancipation par la connaissance et la culture : le projet est sans ambiguïté

³ Le Figaro, 31/12/2015

de ce point de vue : l'école n'est pas destinée à réduire les inégalités sociales mais à transmettre des savoirs fondamentaux.

« Non confessionnelle » ? ... mais très réactionnaire !

Si les écoles d'Espérance Banlieues sont officiellement non confessionnelles, leurs dirigeants affirment néanmoins la foi catholique qui anime ses enseignants. Nul doute que le projet s'inscrit dans la perspective prosélyte de faire des banlieues une « terre de mission ». Mais procédant d'une casuistique quelque peu spéciuse, les responsables affirment que les écoles ne sont ni confessionnelles, ni laïques mais neutres. Neutralité qui n'empêche pas l'école d'Asnières d'avoir donné des noms de saints catholiques aux différents groupes d'élèves ! Neutralité qui choisit les personnages historiques de Clovis ou Jeanne d'Arc comme médailles offertes en récompense. À ceux qui rêvent d'un enseignement de l'histoire comme roman national, ici ce sera la version nation chrétienne !

L'enseignement catholique reste très ambigu affirmant qu'il pourrait être envisageable que certaines écoles obtiennent un jour une reconnaissance épiscopale. Espérance Banlieues ne semble pas y aspirer actuellement, formulant parfois des discours très critiques vis-à-vis de l'enseignement catholique traditionnel jugé élitiste. Mais ce qui permet de dresser le véritable portrait moral de la Fondation Espérance Banlieues, c'est l'engagement conjoint de ses membres pour le développement de ces écoles et pour la Manif pour tous. Voire pour certains avec Alliance Vita, mouvement de lutte contre l'avortement. La clé de cette collusion c'est Anne Coffinier, fondatrice avec l'aide de Xavier Darcos en 2004 d'une association destinée à aider la création d'écoles privées (Créer son école), puis d'une école privée de formation des enseignants (Institut libre de Formation des maîtres) et enfin de la Fondation pour l'École qu'elle dirige. Par ailleurs, Anne Coffinier est aussi militante de la Manif pour tous. Ce réseau de la Manif pour tous est omniprésent dans la théorisation de la libéralisation du système scolaire diffusée par la Fondation pour l'École.

En brandissant le « *risque d'éclatement communautariste* » comme une motivation essentielle de leur projet, les responsables d'Espérance Banlieues révèlent son fondement essentiel : reconstruire une unité nationale sur les valeurs morales du catholicisme. À la différence des écoles catholiques bourgeoises qui visent essentiellement l'entre-soi, ces écoles sont celles de la reconquête morale. C'est pourquoi elles revendiquent la mixité religieuse de leur public qui constitue effectivement la condition d'une stratégie missionnaire et prosélyte.

Une stratégie de communication offensive

La stratégie de la fondation est d'évidence d'une grande habileté marketing. C'est son fondateur lui-même qui le dit. Et il faut reconnaître que, tant sur le plan de la recherche de financements des entreprises que sur celui de la communication, la fondation fait preuve de savoir-faire ! Elle a habilement su convaincre bien des médias en présentant la nature généreuse d'un projet mais en taisant les stratégies idéologiques. Même Télérama y est allé de

son enthousiasme pour décrire des écoles « entre enseignement vieille école et pédagogies alternatives ». Elle a su s'attirer le soutien de personnalités dont l'image était de nature à masquer la nature réactionnaire du projet idéologique comme par exemple, Mélissa Thuriau qui a consacré à l'école de Montfermeil un film diffusé par France 2, Djamel Debbouze ou à Lyon, l'ancien joueur de basket, aujourd'hui président du club de Villeurbanne, Gaétan Muller. Elle sait organiser des manifestations pour susciter des financements au travers d'opérations caritatives comme sa participation au Charity Day en septembre 2016. Enfin elle sait organiser des colloques où interviennent des anciens responsables de l'Éducation nationale : Patrick Hetzel, ancien conseiller éducation du premier ministre Fillon et ancien recteur ; Tanneguy Larzul, ancien du cabinet Chatel et ancien recteur ou des responsables de terrain comme une ancienne inspectrice de l'Éducation nationale en Seine-Saint-Denis. Elle a même convaincu d'y participer le directeur de l'Éducation à l'OCDE, Andreas Schleicher.

Mais la plus belle opération de communication est certainement celle réalisée par TF1 et son présentateur Harry Roselmack qui apporta sa contribution avec reportages et livre élogieux. Du livre cosigné par lui et le président fondateur de la Fondation Espérance Banlieues, il n'a en fait écrit que la préface mais il a dit haut et fort son enthousiasme. Dans la foulée, de nombreux médias ont, sans enquête approfondie, fait preuve du même enthousiasme excluant toute analyse distanciée.

Dans cette communication lisse et d'apparence généreuse, assez rares sont les attaques frontales vers l'école publique. La stratégie sera plutôt de faire usage des données de PISA pour légitimer la nécessité d'une initiative privée. La victimisation des élèves de l'école publique reste un argument fréquent, les écoles Espérance Banlieues s'affirmant capables de répondre aux problèmes de harcèlement, d'inclusion ou d'absentéisme que l'école publique négligerait.

Mais dans le creux des discours, le jugement est clair : Espérance Banlieues affirme que ce sont des écoles fondées sur la réussite, la liberté, l'autorité et l'attention extrême portée aux élèves, sous-entendant que ces qualités ne sont pas celles de l'école publique. Ce furent exactement les propos du discours de Fillon à Besançon (9 mars 2017).

La question du financement

Écoles hors contrat, les écoles d'Espérance Banlieues ne disposent pas du financement accordé aux écoles privées sous contrat. C'est pourquoi, elles revendiquent un droit au financement public. Mais, en réalité, elles disposent déjà d'une aide publique par l'intermédiaire de l'octroi du statut d'utilité publique, accordé par Xavier Darcos en 2007, qui permet à l'association de recueillir des dons défiscalisés : Vinci, BNP-Paribas, Auchan, Thalès, Bouygues LVMH, la Fondation Bettencourt, Axa, la Société Générale, AlphaOméga apportent leur soutien. De par leur défiscalisation, ces dons constituent une forme détournée de subventionnement public pour des écoles qui veulent pourtant totalement échapper au contrôle de l'État, tant pour les contenus d'enseignement que pour les personnes recrutées.

Espérance Banlieues ne néglige pas les moyens nécessaires pour lever les fonds : la fondation lançait très récemment une offre d'emploi à destination d'un expert en stratégie de levée de fonds.

Ce soutien, le magazine Challenges le titrait : « *Quand les dirigeants du CAC 40 réinventent l'école* » car il n'est pas seulement un soutien financier à perspective fiscale, il est aussi un soutien idéologique. Gérard Mulliez est venu assister à la lever des couleurs à Montfermeil et a entrepris les élèves sur la réussite entrepreneuriale d'Auchan. La Fondation Bettencourt affirme ne pas vouloir faire preuve de générosité mais avoir « *une vision à long terme* ».

Si l'enjeu idéologique est fort, l'enjeu financier n'en n'est pas pour autant négligeable. Le modèle économique n'est pas à même de dégager des profits actuellement mais l'intervention de l'État pourrait changer la donne. Dans une volonté de redonner une place essentielle aux écoles privées traditionnelles basée sur les fondamentaux, le secrétaire d'état britannique à l'Éducation, Michael Gove, préparant son projet de développement d'« academy schools », ne cachait pas sa volonté d'en faire à la fois un exemple de libéralisation totale du système scolaire et une entreprise lucrative pour ceux qui en porteraient la réalisation.

Xavier Darcos, en accordant le statut d'utilité publique, Valérie Pécresse et Laurent Wauquiez, en subventionnant la fondation, François Fillon en promettant le financement public des écoles ont donc franchi une limite qu'aucun n'avait osé franchir avant : accepter de financer l'école privée sans aucune contrepartie. Même Michel Debré en accordant le financement des écoles sous contrat avait voulu que ce financement engage la contrepartie du respect des programmes nationaux et cela contre les pressions faites alors au nom de la liberté des familles. La raison, soutenue par De Gaulle, en était de ne pas vouloir cliver la société et de considérer les programmes comme une facteur nécessaire d'unité nationale : « *faire disparaître tout ce qui pourrait diviser la jeunesse française* », disait l'exposé des motifs de la loi Debré. Mais les partisans d'une école totalement « libre » ont décidé d'aller plus loin pour bénéficier d'un cadre qui permette un enseignement sans contrôle.

Jusqu'où ira-t-on ?

Jusqu'au financement direct des familles avec le chèque-éducation autrefois défendu par le Front National et sur le principe duquel Pinochet a fondé sa réforme radicale de l'école chilienne ?

En attendant, les écoles publiques de banlieue continuent à voir leurs effectifs croître. Ceux-là même des candidats aux présidentielles et de leurs soutiens qui louent les vertus des classes à effectif réduits d'Espérance Banlieues et annoncent vouloir les financer, promettent des suppressions de postes de fonctionnaires qui à nouveau augmenteront la taille des classes des écoles publiques. L'État serait-il prêt à renoncer à son devoir de protection des enfants et des jeunes qui garantit le respect de la liberté de conscience et à laisser se développer des écoles de l'endoctrinement ?



Billet de blog Paul Devin, 7 septembre 2017

Espérance Banlieues : un pan du voile se lève à Marseille

Face à l'enthousiasme de nombreux médias pour les écoles Espérance Banlieues, seules quelques voix se sont élevées pour dénoncer l'idéologie réelle de leurs projets. Ces voix furent parfois accusées de refuser aux élèves de banlieue l'extraordinaire chance que ces écoles prétendaient leur offrir alors que le service public n'y parvenait pas. Mais la réalité de ces écoles se dévoile progressivement.

Même si les inspecteurs chargés du contrôle de ces écoles restent généralement très discrets sur le résultat de leurs inspections, quelques éléments récurrents ont fini par percer. Tout d'abord celui de la piètre qualité des enseignements, le recrutement des enseignants se faisant davantage sur leurs engagements idéologiques que sur leurs compétences professionnelles. Ensuite celui d'une grande ambiguïté quant aux questions de l'autorité. Sous un discours axé sur une grande attention accordée à chaque élève, pointaient en réalité des pratiques très autoritaires d'autant que la motivation exceptionnelle dont les élèves avaient fait preuve au début de cette expérience scolaire nouvelle s'étiolait rapidement.

Des parents ont témoigné de doutes sur les conditions de sécurité lorsqu'ils découvraient le modèle scout qui présidait à l'organisation des sorties. D'autres, au fur et à mesure de l'année, s'interrogeaient sur la réussite réelle de leurs enfants dans les apprentissages. Certains s'inquiétaient, alors qu'on les avait assurés de la neutralité religieuse de l'école, du prosélytisme catholique dont leur enfant faisait l'objet. Mais le couvercle se refermait vite quand la rhétorique du directeur s'employait à les rassurer et leur affirmait qu'il ne fallait pas gâcher la dernière chance de leur enfant.

Une telle pression était généralement de nature à faire taire les inquiétudes. À Marseille, le couvercle n'est pas retombé : des parents ont porté plainte pour violences⁴.

Nulle école, privée ou publique n'est à l'abri des agissements violents d'un adulte. Le procureur a été saisi et retiendra ou non les faits de violence sur mineur. Dans l'attente, nous nous garderons de tout jugement sur les faits incriminés. Mais ces plaintes reposent à nouveau la question du contrôle des écoles privées hors contrat.

⁴ Voir article sur le site de Marsactu : [en ligne](#)

En 2016, la volonté de renforcer ce contrôle avait entraîné une levée de bouclier. Des élus LR avaient saisi le Conseil Constitutionnel qui avait abrogé en janvier 2017 l'article 39 de la loi Égalité et citoyenneté considérant que les motifs de refus préalable d'ouverture d'une école privée hors contrat n'étaient pas suffisamment précisés.

L'enjeu idéologique d'Espérance Banlieues n'est pas des moindres. Au prétexte de prendre en compte les délaissés de l'école de la République, Éric Mestrallet le président-fondateur d'Espérance-Banlieues ne cache pas sa volonté d'une « reconquête chrétienne des nations ». Mais l'enjeu est aussi économique : libéraliser totalement l'école en donnant aux familles une allocation (chèque-éducation) leur permettant de financer l'école de leur choix. Au nom de la liberté des familles, il s'agit d'ouvrir un marché économique considérable. Évidemment, c'est au prétexte de l'intérêt des élèves et tout particulièrement de ceux des milieux populaires. Ces enjeux idéologiques et financiers peuvent-ils faire taire la réalité des écoles Espérance Banlieues. Il est du devoir de l'État, celui de la protection des mineurs, de considérer que « *l'intérêt de l'enfant, la prise en compte de ses besoins fondamentaux, physiques, intellectuels, sociaux et affectifs ainsi que le respect de ses droits doivent guider toutes décisions le concernant* » (loi 2007-293). Ce devoir exige que les établissements scolaires hors contrat soient l'objet de contrôle sur les contenus d'enseignement comme sur les agissements des adultes.

Bernard Toulemonde, ancien inspecteur général, affirmait au sujet d'Espérance Banlieues⁵: « *Tous les moyens sont bons pour essayer de sortir les enfants des milieux populaires, en particulier ceux issus de l'immigration, de la situation catastrophique qui est la leur dans les établissements de banlieue* ».

Non... Tous les moyens ne sont pas bons ! En tous cas pas ceux de l'endoctrinement, de la violence. C'est ce qu'ont compris à leurs dépens des familles de Marseille qui avaient espéré une école meilleure pour leurs enfants mais ont découvert, comme elles le disent, qu'on leur a vendu du vent.

⁵ La Croix 19/01/2017